

## Indice de perception de la corruption 2009

### Perspectives régionales : Afrique subsaharienne

Nombre de pays/territoires : 47

Sur les 47 pays de la région inclus dans l'enquête couverts par l'indice (les mêmes qu'en 2008), 31 ont obtenu un score inférieur à 3 (sur 10), ce qui indique que la corruption est perçue comme étant endémique, tandis que 13 pays ont obtenu un score entre 3 et 5. Ce résultat indique que la corruption est perçue comme un défi majeur par les experts et les entrepreneurs du pays. Comme en 2008, seuls trois pays ont obtenu un score supérieur à 5 : le **Botswana**, l'**Île Maurice** et le **Cap-Vert**.

Même si, en comparaison avec d'autres pays de la région, certains États semblent améliorer leur score ou leur classement, il faut souligner que ces changements ne reflètent pas une amélioration réelle et durable de l'obligation de rendre des comptes au niveau local. En Afrique subsaharienne, les défis à relever dans la lutte contre la corruption restent d'actualité.

Comme dans les éditions précédentes, les résultats de l'IPC montrent que la corruption affecte de manière particulièrement forte et dévastatrice les pays souffrant d'instabilité politique et de hauts niveaux de pauvreté. La **Somalie**, une fois de plus, se trouve en bas de classement, avec un score de 1,0. La poursuite du conflit et la corruption l'empêchent de mener à bien des réformes qui pourraient l'aider à surmonter l'effondrement politique et économique.

D'autres pays disposant de nombreuses ressources obtiennent des scores inférieurs ou égaux à 2,0. Il s'agit de l'**Angola**, de la **République Démocratique du Congo**, de la **Guinée**, du **Tchad** et du **Soudan**. Bien que ces pays disposent d'un potentiel qui leur permettrait de générer d'importants revenus et, de fait, d'améliorer leur développement social, ils n'ont pas su mettre à profit leurs richesses pour instaurer des programmes de réduction durable de la pauvreté. Au lieu de cela, l'existence de niveaux élevés de corruption au sein des industries d'extraction contribue systématiquement à engendrer stagnation économique, inégalités et conflits.

Les pays obtenant un score supérieur ou égal à 3,0 et qui sont de fait perçus comme relativement moins corrompus, doivent cependant faire face à des défis très importants en matière de lutte contre la corruption. Alors que les cadres réglementaires ont été progressivement renforcés dans les pays de la sous-région, leur mise en œuvre demeure inégale.

Au **Liberia**, les efforts réalisés par le gouvernement d'après conflit en matière de lutte contre la corruption ont été reconnus sur la scène internationale. Cependant, les scandales qui ont récemment affecté la gestion financière et la passation des marchés publics, et la perception que trop de hauts fonctionnaires sont nommés par les politiques, sont autant de facteurs qui continuent de porter atteinte aux efforts de transparence, de responsabilité et de confiance de la population envers les dirigeants politiques.

Des cas de corruption et des scandales à de hauts niveaux sont continuellement rapportés dans certains pays tels que l'**Afrique du Sud**, le **Ghana** et le **Sénégal**. Ils risquent de porter atteinte à la stabilité politique et à la capacité du gouvernement à fournir des services élémentaires efficaces dans des secteurs tels que l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau. Dans un tel contexte, la corruption peut être une question de vie ou de mort.

En **Guinée**, au **Kenya**, au **Zimbabwe** et au **Niger**, les responsables politiques n'ont pas été capables de rompre le cercle vicieux liant la corruption à la pauvreté. Les activistes locaux anti-corruption et les personnes ou les groupes suffisamment courageux pour dénoncer publiquement les faiblesses des systèmes de responsabilité sont de plus en plus en danger. En effet, les gouvernements s'en prennent à l'opposition démocratique et répriment la capacité de la société civile à faire entendre la voix du peuple.

Certains cas particuliers, comme les dénonciations de corruption massive au sein de la municipalité de Harare, au **Zimbabwe**, démontrent que seule l'introduction de systèmes de responsabilité clairs et

solides, dotés d'organes de surveillance indépendants, d'une gestion du risque et d'une divulgation complète de l'utilisation des financements publics, peut aider à mettre en place des systèmes de responsabilité capables de diminuer les perceptions de corruption du secteur public. Au **Niger**, le Président a décidé de s'accaparer les pouvoirs d'urgence et de dissoudre à la fois le parlement et la cour constitutionnelle, après que celle-ci ait établi qu'un référendum lui permettant de postuler pour un troisième mandat consécutif était inconstitutionnel. Une telle décision constitue un mépris flagrant de la part d'un responsable politique de l'intégrité des institutions publiques du Niger.

Alors que dans la région, les efforts des gouvernements pour lutter contre la corruption sont jugés inefficaces, il est évident que de nouveaux engagements doivent être pris afin de mettre en œuvre des réformes et des législations anti-corruption et d'introduire des mesures préventives, y compris des programmes d'éducation. De telles initiatives permettront de restaurer la confiance de la population et contribueront à diminuer les niveaux de corruption dans l'ensemble de la région.

Rang	Rang régional	Pays / territoire	Score IPC 2009	Intervalle de confiance 90 %		Nombre d'enquêtes utilisées
				Limite inférieure	Limite supérieure	
37	1	Botswana	5.6	5.1	6.1	6
42	2	Maurice	5.4	5.0	5.9	6
46	3	Cap-Vert	5.1	3.3	7.0	3
54	4	Seychelles	4.8	3.0	6.7	3
55	5	Afrique du Sud	4.7	4.3	4.9	8
56	6	Namibie	4.5	3.9	5.1	6
69	7	Ghana	3.9	3.2	4.6	7
79	8	Burkina Faso	3.6	2.8	4.4	7
79	8	Swaziland	3.6	3.0	4.7	3
89	10	Lesotho	3.3	2.8	3.8	6
89	10	Malawi	3.3	2.7	3.9	7
89	10	Rwanda	3.3	2.9	3.7	4
97	13	Liberia	3.1	1.9	3.8	3
99	14	Madagascar	3.0	2.8	3.2	7
99	14	Sénégal	3.0	2.5	3.6	7
99	14	Zambie	3.0	2.8	3.2	7
106	17	Bénin	2.9	2.3	3.4	6
106	17	Gabon	2.9	2.6	3.1	3
106	17	Gambie	2.9	1.6	4.0	5
106	17	Niger	2.9	2.7	3.0	5
111	21	Mali	2.8	2.4	3.2	6
111	21	Sao Tome-et-Principe	2.8	2.4	3.3	3
111	21	Togo	2.8	1.9	3.9	5
120	24	Éthiopie	2.7	2.4	2.9	7
126	25	Érythrée	2.6	1.6	3.8	4
126	25	Tanzanie	2.6	2.4	2.9	7
130	27	Mauritanie	2.5	2.0	3.3	7
130	27	Mozambique	2.5	2.3	2.8	7
130	27	Nigeria	2.5	2.2	2.7	7
130	27	Ouganda	2.5	2.1	2.8	7
143	31	Comores	2.3	1.6	3.3	3
146	32	Cameroun	2.2	1.9	2.6	7
146	32	Kenya	2.2	1.9	2.5	7
146	32	Sierra Leone	2.2	1.9	2.4	5
146	32	Zimbabwe	2.2	1.7	2.8	7
154	36	Côte d'Ivoire	2.1	1.8	2.4	7

158	37	République Centrafricaine	<b>2.0</b>	1.9	2.2	4
162	38	Angola	<b>1.9</b>	1.8	1.9	5
162	38	République Démocratique du Congo	<b>1.9</b>	1.7	2.1	5
162	38	Congo-Brazzaville	<b>1.9</b>	1.6	2.1	5
162	38	Guinée-Bissau	<b>1.9</b>	1.8	2.0	3
168	42	Burundi	<b>1.8</b>	1.6	2.0	6
168	42	Guinée équatoriale	<b>1.8</b>	1.6	1.9	3
168	42	Guinée	<b>1.8</b>	1.7	1.8	5
175	45	Tchad	<b>1.6</b>	1.5	1.7	6
176	46	Soudan	<b>1.5</b>	1.4	1.7	5
180	47	Somalie	<b>1.1</b>	0.9	1.4	3